

**COMMUNAUTE DE COMMUNES
ADOUR MADIRAN (CCAM)**

ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE DE TRAVAUX DE VOIRIE

REGLEMENT DE LA CONSULTATION (RC)

SOMMAIRE

1. - Acheteur
2. - Objet de la consultation
 - 2.1. - Objet de l'accord-cadre
 - 2.2. - Procédure de passation
 - 2.3. - Forme de l'accord-cadre
3. - Dispositions générales
 - 3.1. - Décomposition de l'accord-cadre
 - 3.2. - Durée de l'accord-cadre - délais d'exécution
 - 3.3. - Modalités de financement et de paiement
 - 3.4. - Forme juridique de l'attributaire
 - 3.5. - Délai de validité des propositions
 - 3.6. - Variantes et options
4. - Dossier de consultation
 - 4.1. - Contenu du dossier de consultation
 - 4.2. - Mise à disposition du dossier de consultation par voie électronique
 - 4.3. - Modification de détail au dossier de consultation
 - 4.4. - Visite des lieux et consultation de documents sur site
5. - Présentation des propositions
 - 5.1. - Documents à produire
 - 5.2. - Compléments à apporter au cahier des charges
 - 5.3. - Langue de rédaction des propositions
 - 5.4. - Unité monétaire
 - 5.5. - Conditions d'envoi ou de remise des plis
 - 5.6. - Négociation
6. - Jugement des propositions
7. - Renseignements complémentaires

Article 1 - Acheteur

Le pouvoir adjudicateur : Communauté de Communes Adour Madiran

Communauté de Communes Adour Madiran
21, place corps franc Poggiès
65500 VIC EN BIGORRE
Téléphone : 05.62.31.68.84
Siret : 20007210600012

Maître d'œuvre :

Communauté de Communes Adour Madiran

Article 2 - Objet de la consultation

2-1-Objet du marché

La consultation porte sur les prestations suivantes :

Accord-cadre à bons de commande de travaux de voirie : travaux de réparations de chaussées existantes (bordures, réparations ponctuelles), réfections de structures de chaussées, réalisation de couche de roulement après exécution de l'ensemble des travaux cités précédemment, remise en état des accompagnements de voirie, à exécuter sur le territoire de la Communauté de Communes Adour Madiran.

Références à la nomenclature européenne (CPV) :

Objet principal :

45233140-2 : Travaux routiers
45233141-9 : Travaux d'entretien routier
45233142-6 : Travaux de réparation des routes

2-2-Procédure de passation

La consultation est passée selon la procédure adaptée conformément aux dispositions de l'article L 2123-1 références R.2123-1 à R 2123-7 du code de la commande publique.

2-3-Forme du marché

Conformément au décret n° 2018-1075 du 03 décembre 2018 au code de la commande publique, la consultation donnera lieu à un accord-cadre à bons de commande dont les prestations seront susceptibles de varier de la manière suivante :

Lot		
	Montant Minimum	Montant Maximum
Lot unique	300 000€	1 200 000€

Article 3 - Dispositions générales

3-1-Décomposition du marché

3-1-1-Lots

Le marché fait l'objet d'un lot unique

3-1-2-Tranches

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

3-1-3-Phases

Il n'est pas prévu de décomposition en phases.

3-2-Durée du marché - Délai d'exécution

La durée de l'accord-cadre est la période à l'intérieur de laquelle les bons de commande peuvent être émis. Elle est fixée à un (1) an, à compter de la notification-l'accord-cadre.

L'accord-cadre est reconductible 3 fois, de manière expresse dans les conditions définies au Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP), pour une période d'un (1) an, soit une durée maximale de 4 ans.

Le délai d'exécution des prestations est fixé par le pouvoir adjudicateur dans les conditions ci-après.

Le délai d'exécution des bons de commande est déterminé dans le CCAP.

3-3-Modalités de financement et de paiement

Le règlement des dépenses se fera par mandat administratif après réception des factures envoyées via la plateforme CHORUS.

3-4-Forme juridique de l'attributaire

En cas d'attribution du marché à un groupement conjoint, le mandataire du groupement sera solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles en application du décret n° 2018-1075 du 03 décembre 2018 du code de la commande publique.

3-5-Délai de validité des propositions

Le délai de validité des propositions est de 90 jours à compter de la date limite fixée pour la réception des propositions.

**Date limite de réception des offres :
VENDREDI 29 AVRIL 2022 12h00**

3-6-Variantes et options

3-6-1-Variantes

Les variantes par rapport à l'objet du marché ne sont pas autorisées.

3-6-2-Options

Il n'est pas prévu d'option.

Article 4 - Dossier de consultation

4-1-Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation comprend les documents suivants :

- le règlement de la consultation,
- l'acte d'engagement,
- le Cahiers des Clauses Particulières (CCAP)
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)
- le Bordereau de Prix Unitaire (BPU)
- le détail estimatif

4-2-Mise à disposition du dossier de consultation par voie électronique

Le document de consultation des entreprises (D.C.E) est disponible sur la plateforme de dématérialisation : <https://demat-ampa.fr/>.

4-3-Modification de détail au dossier de consultation

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter au plus tard huit (8) jours avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation, les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite ci-dessus est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

4-4-Visite des lieux et consultation de documents sur site

Sans objet.

Article 5 - Présentation des propositions

5-1-Documents à produire

Le dossier à remettre par chaque candidat comprendra les pièces suivantes :

Justificatifs candidature

- Lettre de candidature-Habilitation du mandataire par ses cotraitants (DC1)
- Déclaration du candidat individuelle ou du membre du groupement (DC2)
- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures, services ou travaux objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles...
- Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels pertinents
- Bilans ou extraits de bilans, concernant les trois dernières années, des opérateurs économiques pour lesquels l'établissement des bilans est obligatoire en vertu de la loi
- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années.
- Liste des travaux exécutés (5 dernières années) avec attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants : montant, date et lieu d'exécution et précision s'ils ont été faits selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin
- Indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services ou de conduite des travaux de même nature que celle du marché
- Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature

- Certificats de qualifications professionnelles. La preuve de la capacité du candidat peut être apportée par tout moyen (certificats d'identité professionnelle, références de travaux attestant de la compétence de l'opérateur à réaliser la prestation)
- Certificats établis par des services chargés du contrôle de la qualité et habilités à attester la conformité des fournitures par des références à des spécifications techniques, ou à défaut, preuves de mesures équivalentes de garantie de la qualité.

Contenu de l'offre

- Acte d'engagement
- Bordereau de prix unitaire
- Mémoire technique (voir article 6)
- Détail estimatif
- Cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Cahier des clauses techniques particulières (CCTP)

En outre, pour chaque sous-traitant présenté dans l'offre, le candidat devra joindre, en plus de l'annexe :

- Les capacités professionnelles et financières du sous-traitant ;
- Une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction prévue dans la loi n° 2018-771 du 05 septembre 2018-art 104 du code de la commande publique

Conformément à l'article 55 - IV du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016, le candidat retenu ne saurait être désigné définitivement comme titulaire du marché qu'à la condition de produire dans un délai imparti par le pouvoir adjudicateur les certificats et attestations prévus à l'article 51 du même code.

5-2-Compléments à apporter au cahier des charges

Sans objet.

5-3-Langue de rédaction des propositions

Les propositions doivent être rédigées en langue française.

5-4-Unité monétaire

Le pouvoir adjudicateur conclura le marché dans l'unité monétaire suivante : euro(s).

5-5-Conditions d'envoi et de remise des plis

Les plis seront adressés par voie électronique à l'adresse suivante : <https://demat-ampa.fr/>.

Les plis devront parvenir avant les date et heure figurant dans le règlement. Ils seront adressés par voie électronique sur le profil d'acheteur figurant dans les coordonnées du maître d'ouvrage en page de garde. Pour toutes questions techniques quant à l'utilisation de la plateforme (configuration des postes, pré-requis techniques, modalités d'enregistrement, frais d'accès au réseau, etc.) et pour l'assistance, les candidats se rapporteront en priorité au « Guide d'utilisation » disponible dans la rubrique « Aide » de la page « Entreprises » de la plateforme.

La signature des documents par un certificat de signature électronique n'est pas exigée. Les soumissionnaires sont informés que le seul dépôt d'une offre les engage juridiquement sur son contenu.

Le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) : Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid.

Les candidats transmettront leurs réponses dans des formats de fichiers identiques à ceux des documents constituant le dossier de consultation des entreprises (D.C.E.). Pour les pièces ne pouvant pas être remises sous un tel format, elles devront être transmises en format pdf.

Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé. Dans ces conditions, il est conseillé aux candidats de soumettre leurs documents à un anti-virus avant envoi.

Les documents transmis par voie électronique pourront être re-matérialisés après l'ouverture des plis. Les candidats sont informés que l'attribution du marché public pourra donner lieu à la signature manuscrite d'un marché public papier.

Les soumissionnaires sont informés que les demandes de compléments d'information et de précisions effectuées de façon dématérialisée par l'acheteur public ou toute personne désignée par lui (maître d'œuvre notamment) pourront être transmises par le biais du profil acheteur ou par courriel simple. La réponse de l'entreprise devra être transmise par le même support électronique que celui utilisé par l'acheteur ou son représentant.

A titre indicatif, les bureaux de la Communauté de Communes sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 12h30 et de 14h à 17h00.

5-6-Négociation

Le pouvoir adjudicateur pourra engager une négociation si les aspects techniques ou administratifs d'au moins une offre le justifient. Dans ce cas, tous les candidats seront invités à négocier.

Article 6 - Jugement des propositions

Le jugement des propositions sera effectué dans les conditions prévues par le décret n° 2018-1075 du 03 décembre 2018-article 14 au moyen des critères suivants :

Critères de sélection des candidatures :

1. Capacités économiques et financières
2. Capacités techniques et professionnelles

Critères de jugement des offres :

1. Valeur technique (pondération : 50) • Mémoire technique :

Main d'œuvre

- Organigramme du personnel pour la durée du présent marché avec les précisions par nature de prestations (bordure, béton, enrobé, tranchées, assainissement, ...)
- Détail des équipes par type de prestation (composition de l'équipe, qualification, nombre)
- Répartition des fonctions dans le cadre d'un groupement d'entreprises ;

Matériel

- Liste des engins prévus par type de prestation (démolition, terrassement, transports, travaux divers, bordures, béton, tranchées, assainissement, ...) ainsi que des engins en réserve pour des interventions ponctuelles en cas de nécessité ;
- Équipements des engins (sécurité, communication, ...) ;
- Équipements des personnels ;

Organisation du chantier

- Signalisation temporaire type des chantiers

Sécurité du chantier

- Mesures générales permettant de maintenir les déplacements automobiles (VL, collecte des ordures ménagères, véhicules de secours) et de sécuriser le chantier vis-à-vis de ces déplacements

Chaque sous critère abordé dans le mémoire technique sera noté de la manière suivante (le pourcentage indiqué étant appliqué au nombre de point maximum)

- Pas de réponse, réponse incomplète ou inappropriée : 0
- Réponse adapté mais incomplète : 25
- Réponse adapté : 50

Des notes intermédiaires pourront être attribuées pour pouvoir distinguer des documents de qualité légèrement différente.

2. Prix (pondération : 50)

Les prix unitaires inscrit en toutes lettre dans le bordereau seront analysés au vue d'un détail estimatif caché.

La formule de calcul de la note de ce critère est la suivante :

$(P_{\text{mini}} \times 50) / P_0$

P0 étant le prix de l'offre analysée

Pmini étant le prix de l'offre la plus basse recevable (hors offre irrégulière, inappropriée ou inacceptable ou hors offre confirmée anormalement basse).

En cas de discordance constate dans une offre, les indications portées en lettres sur le bordereau des prix unitaires prévaudront sur toutes autres indications de l'offre et le montant du détail estimatif sera rectifié en conséquence.

Les erreurs de multiplication, d'addition ou de report qui seraient constatées dans ce détail estimatif seront également rectifiées et c'est le montant ainsi rectifié du détail estimatif qui sera pris en considération pour le jugement des offres.

En conséquence, le montant de l'offre figurant à l'acte d'engagement sera modifié en tenant compte des indications qui précèdent.

Article 7 - Renseignements complémentaires

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront s'adresser à :

Correspondant : M Florent LASSALLE
 Adresse : Communauté de Communes Adour Madiran
 Pôle Publics des Services
 21, place corps franc Pommiès
 65500 VIC EN BIGORRE
 Téléphone : 06.32.22.52.69
 Courriel : florent.lassalle@adour-madiran.fr